

Haïti, la crise sans fin



Tel que prévu, le processus électoral en Haïti est très complexe et son dénouement est encore entouré d'une grande tension, suite aux dénonciations d'irrégularités durant le premier tour des élections, au durcissement des exigences des partis d'opposition et de la démission, il y a à peine quelques heures, d'un des 9 membres du Conseil électoral provisoire.

Les candidats gagnants au premier tour, le 25 octobre dernier, étaient celui du parti au gouvernement, Tet Kalé, Jovenel Moïse, qui a remporté 32,76 % des voix et celui de la Ligue alternative pour le progrès et l'émancipation, Jude Célestin, qui a obtenu 25,29 % des bulletins.

Une fois que les résultats du premier tour ont été rendus publiques, d'autres partis comme la Famille Lavalas, ont exprimé leur inconformité et ont dénoncé de nombreuses irrégularités lesquelles ont été admises par plusieurs des responsables.

Le mécontentement populaire déclenché par ces résultats a été à l'origine de la décision d'ajourner le second tour, prévu dans un début pour le 27 décembre et qui devra avoir lieu le 24 janvier en vertu d'un arrêté du président Martelly.

Des manifestations sont organisées ce vendredi pour réclamer l'annulation des élections et pour exiger la formation d'un gouvernement provisoire, qui serait chargé de convoquer de nouvelles élections, ce qui pourrait signifier la prolongation indéfinie de la crise politique dans le pays le plus pauvre de l'hémisphère

occidental.

Les racines de cette situation se cachent dans le pillage des puissances occidentales et colonialistes qui ont laissé une trace de misère et d'abandon dans ce petit pays caribéen, qui vient de fêter, ce 1er janvier, le 212^e anniversaire de son indépendance, après la première révolution d'esclaves victorieuse de l'histoire.

Une telle prouesse n'a pas été pardonnée par les métropoles européennes et par l'Empire étasunien qui n'a reconnu la souveraineté d'Haïti qu'en 1862. Pour sa part la France a imposé à la nouvelle nation le paiement de 90 millions de francs comme compensation pour sa souveraineté, somme qui a été versée par quotas jusqu'à la moitié du 20^e siècle.

Cette somme équivaldrait à l'heure actuelle à quelque 17 milliards d'Euros. Sa restitution, ce qui est exigé par plusieurs secteurs, permettrait de donner un important élan à l'économie haïtienne et d'effacer les traces douloureuses de la pauvreté.

Cependant, au lieu de faire cela, le traitement donné à ce pays tout au long de l'histoire, a toujours été infâme. Il a été victime de nombreuses interventions étrangères. Encore de nos jours, il y a une force d'occupation de l'ONU, qui malgré son nom, n'est pas arrivée à stabiliser la situation, comme en témoignent ces élections.

Il reste à voir si le second tour a finalement lieu, s'il sera capable d'apaiser les esprits et de renforcer les institutions.

La seule chose certaine est que tant que la misère et les taux d'insalubrité et d'ignorance persisteront, tout restera à faire en Haïti, qui est un bon exemple de la voracité et de la méchanceté inhérente au capitalisme.

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/especiales/comentarios/80811-haiti-la-crise-sans-fin>



Radio Habana Cuba